

*Initiatives parlementaires*

autochtones ont fait preuve de détermination et d'engagement à l'égard de cet épineux problème.

En conclusion, je félicite le député de l'intérêt qu'il porte à cette cause et je prends en compte son appel à un engagement renouvelé à l'égard du logement des autochtones. À mon sens, il est évident que l'engagement du gouvernement n'a jamais été aussi solide.

[Français]

**M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ):** Monsieur le Président, à mon tour j'aimerais féliciter l'honorable député de The Battlefords—Meadow Lake pour son excellente motion. D'ailleurs, siégeant au Comité des affaires autochtones avec lui, je dois vous avouer que ce collègue est réputé pour son engagement social. Je pense que sa motion va tout à fait dans le sens de ses grands engagements sociaux qu'il prend au Comité des affaires autochtones, et je vois tout à fait le reflet de cet engagement social par sa motion.

Je commencerai en disant aussi que dans le rapport du Comité sur les affaires autochtones, de la législation qui nous a précédé, on titrait le rapport comme étant «Le logement des autochtones, le temps d'agir». Alors, on peut se retrouver quelques années après, et si à l'époque c'était le temps d'agir, on constate qu'aujourd'hui il est toujours temps. Malheureusement, du côté du gouvernement, la consultation est là, les bonnes intentions sont là, mais l'action tarde à venir. Pendant ce temps, on assiste aux conditions de vie probablement les plus pénibles en Amérique du Nord.

Il faut aussi y être allé. Moi je suis un de ceux qui traite mes dossiers en allant visiter les gens des Premières nations. J'invitais d'ailleurs mes collègues du Comité des finances, aujourd'hui, à prendre l'avion ou à prendre leur voiture pour aller dans les communautés autochtones afin de voir personnellement de quelle façon ces gens—là vivent aujourd'hui. Je pense que ce n'est pas un qualificatif éhonté que de dire que ces gens vivent dans une économie de Tiers monde.

On l'a vu dans le rapport du vérificateur général, hier. Ces gens—là sont atteints d'un taux de pauvreté très élevé. Dans certaines communautés, on retrouve un taux de sans-emploi de 80 p. 100; un taux de suicide quelquefois cinq fois plus élevé que la moyenne canadienne. On peut de plus constater le désespoir qui est omniprésent dans l'ensemble de ces communautés et l'éducation des gens qui sont sous-éduqués par rapport à la moyenne canadienne, naturellement. Tout ça dans un esprit de paternalisme dans lequel ils ont toujours vécu et ont toujours été victimes et, malheureusement, oui, dans des logements qui sont totalement inefficaces.

J'ai vu, de mes yeux vu, quatre générations sous le même toit. Alors, imaginez la promiscuité des lieux. Imaginez le manque d'intimité. Imaginez manger tous les jours avec vingt personnes autour de la table, de quatre générations. Au Tiers monde, en Amérique latine, par exemple, certaines personnes vivent mieux, dans les faits.

Il y a un manque d'infrastructures et de logements adéquats. Combien de communautés n'ont même pas de réseau d'égout.

Combien de communautés n'ont même pas de réseau d'aqueduc, n'ont même pas la possibilité d'avoir l'eau courante.

Alors, imaginer que dans une société moderne, dans un Canada qui se targue d'avoir un très haut niveau de qualité de vie, on accepte encore dans notre société qu'il y ait un Tiers monde, c'est absolument inadmissible.

Certaines habitations sont aussi totalement étrangères à la culture autochtone. On remarque souvent que dans certaines communautés, les maisons sont tout à fait semblables, de petites maisons, de petits bungalows. Il n'y a aucune préoccupation culturelle sur le passé et la tradition de ces autochtones. À travers le Canada, c'est tout le temps des maisons construites de la même façon, et ceux qui construisent ces maisons—et je vais y revenir tantôt—n'habitent même pas sur les réserves. Alors, on voit que le ministère des Affaires indiennes n'est pas nécessairement préoccupé du côté de la culture et du côté du maintien de celle-ci, mais son impératif est surtout économique. Donc, bâtissons des maisons le meilleur marché possible.

De plus, le financement est difficile sur les réserves. C'est un fouillis épouvantable.

• (1800)

Il y a la Société canadienne d'hypothèques et de logement et le ministère des Affaires indiennes; c'est le fouillis. Les gens ne savent pas à qui s'adresser. Autant du côté de la construction que du côté de la rénovation, il y a des listes d'attente épouvantables et souvent, on va se lancer la balle d'un organisme à un autre.

Il y a une faible participation, aussi, des autochtones dans l'élaboration des politiques. Mon collègue du parti d'en face parlait tout à l'heure de la participation importante des autochtones. J'arrive, encore une fois, comme je vous le disais tout à l'heure, du Comité des finances et le chef des Premières nations déplore qu'il n'y ait aucune consultation du côté des Premières nations, en ce qui concerne les politiques d'habitation. Cette politique se fait attendre depuis 1984. Je vous rappelle que j'ai ouvert la discussion en disant que c'était le temps d'agir et mon honorable collègue dit que c'est le temps d'agir, qu'il faut les consulter. Mais dans la pratique, le chef des Premières nations nous l'a dit cet après-midi, cela ne se fait pas.

Il y a très peu de retombées économiques dans les réserves sous différents programmes gouvernementaux. Je ne veux pas me lancer dans toute la dynamique et tout le répertoire des programmes gouvernementaux relatifs aux autochtones, mais dans l'habitation, comme dans les autres secteurs d'activités, on constate qu'il y a très peu de retombées du côté des réserves comme telles. Ce sont souvent des entrepreneurs de l'extérieur qui viennent donner un service, qui quittent la réserve et qui gardent les autochtones dans un degré de dépendance.

Je vais faire une traduction presque mot à mot de ce qu'a dit mon honorable collègue tout à l'heure, lorsqu'il a sorti le rapport du vérificateur général de 1991. Alors, je vais le traduire en français, parce qu'on a la même référence. Donc, le vérificateur général, en 1991, disait: «Les logements surpeuplés et inappropriés, entre autres choses, peuvent contribuer aux problèmes sociaux et de santé, tels que la maladie, l'effondrement des